

lacs. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si on a conclu une entente ou si de telles négociations sont en cours?

L'hon. Howard C. Green (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur. Il n'y a pas de négociations en cours entre le Canada et les États-Unis à ce propos.

LES COALITIONS

POISSON ENTIER—INTERPELLATION AU SUJET DE L'ÉTAT DES TRAVAUX DE LA COMMISSION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Je veux poser une question au ministre de la Justice. Pourrait-il nous dire où en sont les travaux de la Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce à l'égard des audiences sur la production, la vente et la distribution du poisson entier en Colombie-Britannique, travaux qu'un certain nombre d'injonctions ont retardés?

L'hon. E. D. Fulton (ministre de la Justice): J'ai pris des renseignements là-dessus, monsieur l'Orateur, il y a une couple de jours. On m'informe que l'une des injonctions qui restreignait la possibilité pour la Commission de s'avancer dans une certaine voie a été réglée en Colombie-Britannique il y a quelques jours. Il ne reste donc plus qu'une autre étape à franchir à l'égard de l'une de ces injonctions et c'est la Cour suprême du Canada qui doit la régler ou en disposer. Une fois cette étape franchie, les audiences reprendront.

LE TRANSPORT AÉRIEN

«CANADIAN PACIFIC AIRLINES»—AUTORISATION DES ENVOLÉES ENTRE L'OUEST CANADIEN ET LONDRES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Je désire poser une question au ministre des Transports. Vers la fin de la dernière session, le ministre nous a annoncé que la *Canadian Pacific Airlines* était autorisée à établir un service entre l'Ouest canadien et Londres. Pourrait-il nous dire si le gouvernement du Royaume-Uni a donné son approbation en ce qui touche le droit d'atterrissage à Londres?

L'hon. Léon Balcer (ministre des Transports): Nous n'avons pas encore reçu de réponse à ce sujet, monsieur l'Orateur.

[M. Badanai.]

L'ÉNERGIE

LE COLUMBIA—ÉTAT DES NÉGOCIATIONS AVEC LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lucien Cardin (Richelieu-Verchères): Je désire poser une question au ministre de la Justice. Peut-il nous dire où en sont ses négociations avec la Colombie-Britannique au sujet du projet d'aménagement du Columbia, dont le discours du trône du 17 novembre 1960 disait qu'il était le plus vaste des projets de mise en valeur nationale, mais dont il n'a pas été question dans le discours du trône que Son Excellence a prononcé hier.

L'hon. E. D. Fulton (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, comme l'honorable député le sait sans doute, mon collègue le ministre des Finances a demandé au premier ministre de la Colombie-Britannique de choisir le ou les jours qui lui conviendraient pour se rencontrer avec lui en vue de continuer l'examen de la question.

LE COLUMBIA—EXAMEN DU TRAITÉ PAR UN COMITÉ DE LA CHAMBRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Puis-je demander au premier ministre si le gouvernement a l'intention de soumettre le traité relatif au Columbia à l'examen d'un comité de la Chambre au cours de la présente session du Parlement?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on a, je crois, disposé de cette question à la dernière session. Le gouvernement n'a aucunement l'intention de demander à un comité de la Chambre d'étudier le traité en question.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

MODIFICATION DE LA LOI SUR L'IMMIGRATION

A l'appel de l'ordre du jour:

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillin-gate): J'aurais une question à poser au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Comme il n'est aucunement question, dans le discours du trône, de modification ou de révision de la loi sur l'immigration, je me demande si le gouvernement a abandonné son intention, qu'il avait d'ailleurs révélée, de saisir le Parlement d'une telle mesure législative, et s'il se contente maintenant de légiférer par voie de décrets du conseil.